

Interview de Catherine Le Magueresse **le consentement**

Je suis Catherine Le Magueresse. Je suis juriste de formation. J'ai longtemps travaillé à l'AVFT, l'association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, et c'est pendant toutes ces années à écouter les victimes que j'ai été amenée à réfléchir sur le consentement.

1. Que dit la Loi sur la notion de consentement ?

Le sujet n'est pas traité. En droit pénal, on n'a pas de définition positive du consentement. On a une définition par défaut. Nous sommes considéré-es comme étant consentant-es. Il y a une **présomption de consentement**. Alors, évidemment, quand on ouvre le Code pénal, on ne voit pas : « chacun, chacune est présumé-e consentant-e ; a priori à des relations sexuelles avec n'importe qui, n'importe quand, n'importe où ». Ce n'est pas écrit mais c'est ce que veut dire la construction juridique de notre approche du consentement en droit pénal français.

Comment est-ce que, du coup, on s'assure du consentement ? Est-ce qu'il doit être verbal ? Est-ce qu'il doit être non verbal ? Cette expression du consentement est biaisée parce que concrètement, le Code pénal ne pose pas cette question-là.

Présomption de consentement

Par défaut, on est présumé consentant-e. Alors, s'il y a violence, contrainte, menace, surprise, on sait que la personne n'était pas consentante. Mais si elle est sidérée, qu'elle ne dit rien, l'autre va dire : « bah, je pensais qu'elle ou il était d'accord puisqu'elle ou il n'a rien dit. »

Définition positive du consentement

C'est pour ça que ce serait important de modifier le droit, de façon à inscrire dans notre droit une définition positive du consentement qui serait : « Le consentement, c'est l'accord volontaire donné, en tenant compte de circonstances environnantes. »

Responsabilité

Je dirais que c'est **la personne qui initie les relations sexuelles** qui est toujours responsable. Ce n'est pas la victime qui est responsable de n'avoir pas su exprimer son non consentement, de n'avoir pas su résister, de n'avoir pas su réagir comme la société l'entend.

Est-ce que la personne qui initie la relation sexuelle s'est souciée ou non de ce consentement libre ? Si elle s'en est souciée, on n'arrivera jamais à une situation de violence sexuelle.

2. Comment agir pour des relations saines ?

S'assurer du consentement

À partir du moment où je souhaite, où j'initie une relation intime, c'est ma responsabilité, en tant que personne qui initie cette relation intime de m'assurer que l'autre est dans les mêmes dispositions que moi, c'est-à-dire que l'autre aussi désire ce contact sexuel et partage ce désir de relation sexuelle. La personne qui initiera le contact sexuel sera obligée de s'expliquer ou de tenir compte de la façon dont l'autre exprime ou pas son consentement. Le repère, c'est toujours : « je ne veux pas faire de mal à l'autre et donc, si l'autre m'exprime d'une façon ou d'une autre qu'elle ou il n'en a plus envie, j'arrête. »

Les trois « oui »

Et du côté de la personne qui est approchée, à qui l'on propose : comment je me demande si j'ai vraiment envie de ça ? Et pour moi, ce sont les trois « oui ».

C'est une réflexion interne :

· C'est d'abord : « **est-ce que mon corps me dit oui ?** Est-ce que j'ai du désir pour cette personne ? ».

« Ok » : premier oui coché !

· Est-ce que derrière, j'ai ma volonté, ma tête qui me dit : « ah oui, je le trouve absolument charmant mais j'ai un petit copain et j'ai pas envie de lui faire de la peine, donc j'ai pas envie d'avoir cette relation là » ? Eh bien, je choisis, c'est ma volonté de dire « non », même si mon corps me dit oui.

· Et puis, ensuite, troisième « oui » : il y a la façon dont je vais **extérioriser mon « oui »**. Je peux l'extérioriser physiquement, en prenant l'autre dans mes bras, en l'embrassant, en le déshabillant, ... Si je viens de le rencontrer, ça peut être rassurant pour l'autre d'entendre un vrai « oui » : un « oui » avec le sourire, un « oui, tu me plais », « oui, je te désire ».

Super ! Les trois « oui » auront été pensés par la personne qui reçoit cette offre de relation intime. Cela permet de partir sur des **bases saines de relation réciproque de désir**, et c'est ce qu'on veut dans une relation humaine.

Relation de pouvoir

Je dois m'en assurer d'autant plus que je suis dans une relation de pouvoir éventuellement, qu'il y a une **asymétrie de pouvoir** entre les deux. Si je suis son supérieur hiérarchique, s'il y a une différence d'âge, s'il y a une différence de pouvoir d'une façon générale, on peut se poser la question de la **liberté du consentement** de l'autre. Alors, évidemment, c'est totalement caricatural mais ça veut dire que ça gêne certaines personnes de s'assurer tout au long d'une relation que l'autre est toujours dans cette réciprocité de désir.

3. Le consentement : une éducation collective

Il y a une éducation à faire au consentement, c'est-à-dire que plutôt que de penser que l'autre est par défaut d'accord, il faut penser que **l'autre est par défaut pas d'accord**. Je vais m'assurer que l'autre est dans les mêmes dispositions de réciprocité de désir que moi.

Conclusion

Cela veut dire :

- Que la société **se défasse de tous les stéréotypes** que l'on a évoqué en matière de consentement,
- Que l'adage devienne : « **qui ne dit mot, ne consent pas.** »,
- Que l'on permette **aux femmes d'exprimer leurs désirs**. Donc c'est pas : « l'homme propose, la femme dispose », c'est : « les humains proposent, leurs alter ego disposent. »

Tout ça, c'est un travail à faire socialement et ça passe évidemment par :

- Une éducation : l'éducation, dès le plus jeune âge, au respect du désir de l'autre et à l'écoute de son propre respect.
- Et puis, un changement juridique pour se défaire de cette présomption de consentement qui est donc inscrite au revers du Code pénal et inscrire une définition positive du consentement. C'est une obligation juridique liée à la Convention d'Istanbul donc on doit le faire. La loi, c'est un repère aussi, ça a une fonction pédagogique, c'est pas seulement une fonction répressive, et cette fonction pédagogique de **la Loi nous emmènerait, en tant que société, vers une nouvelle approche des relations humaines.**

Interview with Catherine Le Magueresse: consent

My name is Catherine Le Magueresse. I am a lawyer by training. I worked for many years with the AVFT, the European Organisation against Violence against women in the workplace, and in my time in this role, I spent a lot of time listening to victims and this led me to reflect on the notion of consent.

1. What does the law say about consent?

The law does not deal with the subject of consent. In criminal law, there is no positive definition of consent, only a definition by default. People are assumed to give consent. Consent is presumed. Of course, when you read the Penal Code, you won't see anything saying "Everyone is presumed to give their consent"; or "it is assumed people may have sexual relations with anyone, anywhere, anyhow". It may not be written down in black and white but this is in effect the legal construction of our approach to consent within French Criminal Law.

So how do we make sure we have obtained consent ? Does consent have to be verbal? Or non-verbal? These questions are biased because in reality, the Penal Code does not ask them.

Presumption of consent

By default, we are assumed to have granted consent. So, when there is use of violence, constraint, threat or surprise, we know that the person has not consented. But if the person is in shock, and says nothing, the other party will say "Well, I assumed he or she consented seeing as they said nothing".

Positive definition of consent

This is why the law should be changed to include a legal definition of positive consent which would be « Consent is willing agreement, taking into account the situation and circumstances. »

Responsibility

I would say that the person who is taking the initiative sexually is always responsible for obtaining consent. If the victim does not express their consent, does not resist someone's advances, or does not know how to react in the way society expects them to, they are still not responsible.

Has the person who is taking the initiative sexually checked whether consent is being given freely?

If they have, there is never any risk of sexual violence occurring.

2. What should you do to ensure a healthy relationship ?

Check you have consent

If I am taking the initiative for sexual contact, it is up to me in this intimate relationship to check whether my partner is on the same page as me, meaning, do they also want to engage in this sexual activity and have sexual relations? **The person who takes the initiative sexually, should gauge whether their partner is expressing consent or not and respect that.** A simple benchmark is always “I don’t want to cause harm to anyone, and so if my partner shows in any way that they no longer consent, I will stop what I’m doing.”

The three « yeses »

If you are the one being approached for sexual activity, here are some guidelines to help you check whether you really want to do something – I call these the three yeses:

Think about these three things:

- First of all : « **Is my body saying yes?** » Do I feel arousal or desire for this person?
« Ok »: First YES ticked off!
- Then, do I really want to do this? You might be thinking “Oh he’s really attractive but I have a boyfriend and I don’t want to hurt him so in fact I don’t want to do this after all”. So here you can make a choice, you can say “no” even if your body is saying “yes”.
- Finally, third « YES »: how am I going to show my “yes. I can show it physically, by hugging, kissing, or undressing my partner etc. If I’ve only just met them, it can be reassuring to hear an definite “yes”, a “yes” with a smile, a “yes, I like you”, a “yes, I want you”.

Great! The person who is on the receiving end of an offer of an intimate relationship has gone through the three “yeses”. Now they have established a strong foundation for a healthy sexual relationship, which is what we want in a human relationship.

Power dynamics

Checking for consent is even more important when there is a power dynamic, particularly an unequal power dynamic. If I am a hierarchal superior, if there is an age difference, if there is any power difference at all, I must check whether consent is being freely given by the other party. This may seem to be a total caricature, but some people find it annoying to keep checking throughout the whole relationship whether the desire is still reciprocal.

Alcohol

Some people might engage in ambiguous behaviour like thinking “I’ll get her to have a few drinks” to get what they want. This happens pretty regularly in student life. It can become a strategy: “She’s had a few drinks so I’ll take the opportunity to force sexual relations”.

When you choose to consume alcohol, you may be choosing to put someone else in danger. Everyone knows that when you choose to drive when you’ve been drinking, you are endangering not only yourself, but also your fellow passengers. It is exactly the same for sexual relations, **if you choose to drink, you should make sure you are still in control of your behaviour so that you don’t put others at risk.**

3. Consent – educating the community

The community as a whole needs to be educated about consent – rather than assuming that the other party automatically consents, we should **start from the position of assuming that consent is not a given**. We need to consistently check that desire for sexual activity is mutual and ongoing.

Conclusion

This means that:

- Society needs to **shake off the old stereotypes** about consent which we have discussed here
- We assume that instead of “silence means consent”, “silence does NOT mean consent”.
- We allow **women to express their desire freely**. So that it doesn't have to always be the man who takes the initiative and the women who acquiesces, rather two equal partners who have freedom of choice and initiative-taking in sexual relationships.

To achieve all of this, there is a lot of work to do in our society, and the way to do it is through:

- **Education** from a young age about **respecting each other's and our own sexual desire**.
- **A change in the law** to get rid of the presumption of default consent and to turn it around to include a **positive definition of consent** in the Penal Code. This is a **legal obligation** laid out in the Istanbul Convention so it must be done. The law has an **educational purpose, it's a guideline for how to behave and not just how NOT to behave, and this educational purpose of the Law would allow us as a society, to have a new approach to human relations**.